

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.

## Informations du Guatemala

1ère Année / DEPECHE SPECIALE N°3

12 Août 1983 ??

### LE COUP D'ETAT AU GUATEMALA

Richard Mc Cormack : Mejia Victores est un professionnel intelligent  
Entrevue au Honduras  
Un militaire nord-américain dans le palais national  
Mejia Victores : seuls les Etats-Unis peuvent nous aider  
Installation probable de bases militaires au Guatemala  
Un allié proche des Etats-Unis  
Frédéric Chapin : Maintenant oui  
Département d'Etat : La réaction devant le coup d'Etat  
Les premiers gouvernements centraméricains à se manifester  
Opposition du Congrès  
Le général Mejia Victores  
Position du haut commandement militaire  
Rios Montt, victime de la pression des Etats-Unis  
URNG : Le réalignement et la contre-insurrection expliquent le putsch  
Emissions de radio pirate  
Un châtimeur pour les responsables du génocide  
Inquiétude des milieux politiques  
Le CACIF appuie Mejia Victores  
Le nouveau régime et l'Eglise Catholique  
Les partisans de Lucas Garcia appuient le nouveau régime  
Suppression des tribunaux spéciaux ?  
Une nouvelle amnistie  
Rien n'a changé pour les droits de l'homme  
L'ambassadeur d'Espagne accusé  
L'URNG se prononce sur la gravité de la situation en Amérique Centrale



## LE COUP D'ETAT AU GUATEMALA

Après 17 mois de pouvoir, le bilan du gouvernement Rios Montt est le suivant :

- renforcement politico-militaire de l'insurrection
- affaiblissement progressif de la cohésion interne de l'Armée
- aggravation de la crise économique
- tension entre le gouvernement, le secteur privé et les partis politiques
- l'isolement international persiste en raison de la violation des droits de l'homme
- relation mitigée avec l'administration nord-américaine, car elle ne servait pas au mieux les plans du président Reagan dans la région centraméricaine

Le 8 août, le général Oscar Humberto Mejia Victores, conduisant le haut commandement de l'Armée du Guatemala, a commencé, à 8 heures un mouvement militaire visant à renverser le général Rios Montt. D'importants contingents de troupes ont encerclé le Palais National, cependant que la garde présidentielle offrait une faible résistance.

Dans le courant de la matinée, un communiqué du Conseil des commandants de l'Armée annonçait la nomination du général Mejia Victores comme chef de l'Etat, à la place du général Rios Montt.

Le lendemain, environ 600 soldats des troupes opérationnelles ont tenté une attaque contre le palais national mais ils ont été repoussés par la troupe et les blindés, pendant que le nouveau chef de l'Etat négociait avec les militaires rebelles, les faisant renoncer à leur projet.

Les jours suivants, on a pu constater une tendance à la consolidation, au moins à court terme, du mouvement putschiste.

## RICHARD MC CORMACK : MEJIA VICTORES EST UN PROFESSIONNEL INTELLIGENT

Richard Mc Cormack, secrétaire aux affaires économiques et financières pour l'Amérique Latine du département d'Etat est arrivé le 5 août au Guatemala, et s'est entretenu avec les hauts fonctionnaires du gouvernement de Rios Montt. Cormack voit le général Oscar Mejia Victores comme "un professionnel très intelligent, qui a eu à affronter de grands problèmes et qui a avancé vers leur résolution. Nous parlons des problèmes de la région et des vues du ministère à ce sujet".

## ENTREVUE AU HONDURAS

Le 6 août, le général Mejia Victores a rencontré à Tegucigalpa (Honduras), Pual F. Gorman, chef du Commandement Sud de l'Armée des Etats-Unis, dont le siège se trouve dans la zone du Canal de Panama, et les ministres de la Défense du Salvador et du Honduras, les généraux Carlos Eugenio Vodes Casanova et Gustavo Alvarez Martinez.

Le président du Honduras, Roberto Suazo Cordova, et les colonels Walter Lopez et Ruben Montoya, chefs des forces aériennes et navales assistaient également à la réunion.

Mejia Victores a visité les bases militaires nord-américaines en construction



au Honduras et le porte-avions Ranger, qui dirige la flotte de guerre nord-américaine envoyée au large des côtes centraméricaines.

#### UN MILITAIRE NORD-AMERICAIN DANS LE PALAIS NATIONAL

Le 8 août au matin, les putschistes réussissent à pénétrer dans le palais national. A l'intérieur, les militaires courent, crient des ordres... parmi eux se trouve William Mercado, militaire adjoint attaché à l'ambassade des Etats-Unis. John Hughes, porte-parole du département d'Etat, a déclaré à ce sujet le 9 : "Le fait qu'on ait vu l'attaché militaire avec un talkie-walkie dans le palais national le jour du coup d'Etat doit être considéré comme normal dans ces cas-là". Il s'agit d' "une pratique habituelle".

#### MEJIA VICTORES : SEULS LES ETATS-UNIS PEUVENT NOUS AIDER

Dans ses premières déclarations, le général Mejia Victores a donné l'impression d'assumer une position d'alignement sur la politique nord-américaine en Amérique Centrale et dans le pays. "Je le dis, seuls les Etats-Unis peuvent vraiment nous aider à vaincre la guérilla dans la région... Le groupe de Contadora n'a rien à faire en Amérique Centrale. Le gouvernement nicaraguayen représente une menace non seulement pour le Guatemala, mais aussi pour tout le continent...".

#### INSTALLATION PROBABLE DE BASES MILITAIRES AU GUATEMALA

Des informateurs proches du gouvernement ont fait savoir, le 10 août, qu'il était possible que l'autorisation d'installer des bases militaires soit donnée aux Etats-Unis. Les troupes spéciales nord-américaines -les bonnets verts- entraîneraient les troupes guatémaltèques et salvadoriennes.

Alors que, le 11 août, un conseiller au ministère de la Défense, a déclaré que le groupe de Contadora effectue "une démarche grandiose".

#### UN ALLIE PROCHE DES ETATS-UNIS

Fernando Andrade Diaz-Duran, ex-conseiller aux affaires économiques dans le gouvernement du général Kjell Laugerud Garcia (1974-1978), est entré en fonction comme ministre des Relations Extérieures le 11 août.

Fernando Andrade Diaz-Duran est lié aux milieux financiers du pays, idéologue et membre important du Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et financières (CACIF), la plus haute instance représentative du secteur privé.

Andrade Diaz-Duran a exprimé le désir que son gouvernement soit "un allié proche des Etats-Unis".

#### FREDERICK CHAPIN : MAINTENANT OUI

Le 9, l'ambassadeur nord-américain dans le pays, Frédérick Chapin s'est entretenu durant plusieurs heures avec le général Mejia Victores. A la fin de l'entretien, Chapin a déclaré à la presse : "Maintenant oui, le Guatemala va vers un gouvernement démocratique".

Des observateurs ont rappelé que le même ambassadeur, quelques jours après



l'éviction de Lucas Garcia par Rios Montt, avait déclaré : "le gouvernement est passé de l'obscurité à la lumière".

Le diplomate nord-américain a annoncé que le Guatemala recevrait des Etats-Unis un minimum de 70 millions de dollars l'année prochaine et disposerait de 52 millions de dollars sous forme de prêts et de donations déjà approuvés, le 30 septembre de cette année.

L'ambassadeur Chapin a révélé que, en mars dernier, le gouvernement Rios Montt avait perdu 40 millions de dollars, octroyés par le gouvernement nord-américain pour renflouer sa balance des paiements, à la suite de l'assassinat de quatre personnes travaillant pour l'Agence Internationale pour le Développement (AID), alors qu'elles se trouvaient aux mains de l'Armée.

Le général Mejia Victores, alors ministre de la Défense, avait commenté l'exigence de Washington d'éclaircir cet assassinat de la manière suivante : "Le département d'Etat n'a pas à demander d'explications, car le Guatemala est un pays libre et indépendant qui dispose de ses propres lois". Chapin avait été immédiatement rappelé à Washington pour une consultation et les relations entre les deux pays avaient traversé leur période la plus critique sous le régime de Rios Montt.

Au lendemain des déclarations de Chapin, le colonel Dajalma Dominguez, prenant possession de son poste de secrétaire des Relations Publiques de l'Armée, a déclaré : "L'aide militaire imminente des Etats-Unis au Guatemala est le fruit du travail de l'Armée, car il doit être bien clair que, si le général Rios Montt commandait, tout a été planifié et exécuté par l'institution militaire".

#### DEPARTEMENT D'ETAT : LA REACTION DEVANT LE COUP D'ETAT

Dans l'après-midi du 8 août, un fonctionnaire militaire guatémaltèque a lu des extraits d'une déclaration du département d'Etat nord-américain sur toutes les antennes de télévision et stations de radio : "Nous savons que le général Mejia Victores s'est engagé à poursuivre le processus de démocratisation et de pluralisme... Nous saluerons toute démarche concrète visant à mettre en place un processus contrôlé de retour à un gouvernement démocratique".

Cette déclaration a quelque peu apaisé les frictions entre les différents secteurs du gouvernement. Des observateurs politiques et militaires l'ont considérée comme un pas important dans la consolidation du gouvernement en place.

"Je suis très impressionné par les changements apportés par le général Mejia Victores. Il a levé l'état d'urgence, supprimé les tribunaux spéciaux, grâce à lui, la Nation va retourner à la constitutionnalité et il organisera des élections sous peu", a déclaré, le 12 août, un fonctionnaire du département d'Etat nord-américain en visite dans le pays.

L'ambassadeur Chapin a évité de révéler le nombre de fonctionnaires nord-américains, dont il a dit qu' "ils restent dans le pays pour observer comment évolue la situation après le coup d'Etat"

La veille, interrogé sur les rumeurs faisant état d'une participation des Etats-Unis au putsch, il avait répondu, avec un mépris visible, : "Ce sont des ragots".



## LES PREMIERS GOUVERNEMENTS CENTRAMERICAINS A SE MANIFESTER

Dans l'après-midi du 8 août, le jour même du coup d'Etat, le gouvernement hondurien a reconnu officiellement le nouveau régime, "considérant la proposition du nouveau gouvernement du Guatemala de rétablir un régime démocratique et institutionnel". Le Salvador et le Costa Rica ont immédiatement suivi l'exemple du Honduras.

## OPPOSITION DU CONGRES

Selon des sources provenant du Congrès des Etats-Unis, on a appris le 8 que la prise du pouvoir par le général Mejia Victores peut durcir l'opposition du Congrès à la poursuite de l'aide militaire au Guatemala.

"Il ne fait aucun doute que l'arrivée au pouvoir du général Mejia Victores accentuera les problèmes que pose l'octroi d'une aide militaire nord-américaine au Guatemala", a affirmé le principal assistant de Clarence Long, président de la Commission des opérations étrangères du Comité pour l'octroi des crédits du Congrès.

Le 17 septembre, le général Mejia Victores, alors ministre de la Défense a rencontré Clarence Long, qui lui a demandé des précisions sur la conduite de l'Armée lors des opérations contre-insurrectionnelles. Long avait déclaré qu'il quittait le Guatemala sans espoir, et Mejia Victores avait commenté : "Le sénateur s'en va sans espoir, et il a raison, car il est déjà très vieux..., tantôt on l'aurait pris pour un membre d'Amnesty International, tantôt pour un inquisiteur, tantôt pour un membre de l'Armée Guérillera des Pauvres". Mejia Victores a également critiqué "l'obstination" du représentant.

## LE GENERAL MEJIA VICTORES

Le général Oscar Mejia Victores, 53 ans, a 30 ans de service dans l'Armée du Guatemala. Il est connu pour sa ligne "dure" et sa participation active à la répression et à la contre-insurrection.

Mejia Victores a reçu plusieurs distinctions : "Les Galons du Parachutisme", "Kaibil d'honneur", distinctions obtenues pour sa participation à la direction des unités spécialisées dans la répression de l'insurrection.

Le général Mejia Victores a également créé en 1977 le Centre d'Informatique du ministère de la Défense Nationale qui a servi à ficher des dirigeants paysans, chrétiens, ouvriers, étudiants, enseignants et politiques dont beaucoup ont été par la suite assassinés, portés disparus.

De plus Mejia Victores était l'un des hommes de confiance de Rios Montt, et le second dans la hiérarchie gouvernementale, en tant que ministre de la Défense. Selon les organisations humanitaires, il a été l'un des principaux responsables de la planification et de la direction de la politique contre-insurrectionnelle menée par ce gouvernement. On compte plus de 15 mille assassinats, plus de 150 villages rasés, des milliers de disparus et de réfugiés, des centaines de milliers de personnes contraintes à l'exode et la destruction de l'environnement des zones où l'on a appliqué la tactique de la terre brûlée.

Mejia Victores a déclaré, le 8 décembre, en recevant le général Rios Montt



à son retour du Honduras : "Je ne pourrais jamais m'opposer au général Rios Montt, car nous décidons ensemble de la politique qu'il mène".

#### POSITION DU HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE

Le 8 août, une proclamation du haut commandement de l'Armée et du conseil des commandants, lue sur toutes les antennes de télévision et les stations de radio, a fait savoir que la décision de substituer le général Rios Montt avait été prise "eu égard à l'honneur et à la dignité de l'Armée".

Le communiqué militaire a condamné l'attitude "d'un groupe réduit de gouvernants qui veulent se maintenir au pouvoir", de même que l'opportunisme d'un groupe de religieux fanatiques et agressifs qui profite de la position influente de certains de ses membres, faisant ainsi clairement allusion à la secte fondamentaliste à laquelle appartiennent Rios Montt et plusieurs hauts fonctionnaires de son gouvernement.

Après avoir affirmé la nécessité de "avant tout préserver et renforcer l'unité de l'Armée", la proclamation met l'accent sur la résolution de l'Armée de "lutter par tous les moyens pour éliminer la subversion" et de poursuivre le processus de retour à la constitutionnalité, "en ayant recours à de nouvelles formules".

#### RIOS MONTT VICTIME DE LA PRESSION DES ETATS-UNIS

Selon l'agence de presse AFP, des diplomates et des hommes politiques consultés à Guatemala Ciudad ont été d'accord pour souligner que le général Rios Montt avait été renversé en raison des pressions exercées par les Etats-Unis et non des divergences internes.

Rios Montt n'a pas appuyé assez activement la politique des Etats-Unis en Amérique Centrale, en particulier l'installation d'une base militaire au Guatemala, sollicitée en échange du renouvellement de l'aide militaire, a informé l'AFP.

L'AFP rappelle que, selon des milieux proches de l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala, il avait été dit : "Rios Montt ne collabore pas comme nous le voulons", en parlant des plans des Etats-Unis en Amérique Centrale.

D'autre part, Cesar Augusto Toledo Penate, secrétaire général du Front Uni de la Révolution et conseiller d'Etat, a assuré le 10 : "Fondamentalement, l'éviction de Rios Montt s'explique par le refus du Guatemala de prendre part au conflit entre le Honduras et le Salvador.

Vinicio Cerezo, secrétaire du Parti Démocrate Chrétien Guatémaltèque a en partie reconnu que la "politique tellement nationaliste" de Rios Montt pouvait être une des explications du coup d'Etat.

#### URNG : LE REALIGNEMENT ET LA CONTRE-INSURRECTION EXPLIQUENT LE PUTSCH

Commentant le coup d'Etat, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a affirmé que le gouvernement dirigé par Mejia Victores adopterait une position plus claire et plus belliqueuse en relation aux plans interventionnistes de l'administration Reagan en Amérique Centrale.

L'URNG, l'organisation révolutionnaire la plus importante du Guatemala, qui regroupe les quatre organisations guérilleras, a également déclaré que le



coup d'Etat "constitue une preuve de la crise économique, politique et militaire que traverse le régime guatémaltèque et de l'échec de la politique contre-insurrectionnelle imposée à notre peuple depuis 20 ans".

L'URNG a rappelé que le général Mejia Victores et le haut commandement militaire sont impliqués dans le génocide et responsables directs de la planification, de la coordination et de l'initiative des massacres et des crimes contre les guatémaltèques.

"L'administration Reagan, avec la même impudence que celle révélée par son soutien à Rios Montt et ses efforts pour le blanchir de son génocide, reconnaît et appuie Mejia Victores", ajoute le communiqué.

La déclaration de l'URNG annonce une intensification de la répression et des opérations contre-insurrectionnelles et assure que le peuple guatémaltèque et les organisations révolutionnaires sauront donner une "réponse combative".

#### EMMISSIONS DE RADIO PIRATE

L'Organisation Révolutionnaire du Peuple en Armes (ORPA), a piraté plusieurs stations de radio les jours suivants le coup d'Etat, en différents points du pays. Elle a dénoncé le coup d'Etat comme une nouvelle manoeuvre du haut commandement militaire visant à intensifier les opérations contre-insurrectionnelles et comme un pas de plus vers la possibilité d'une intervention nord-américaine en Amérique Centrale.

#### UN CHATIMENT POUR LES RESPONSABLES DU GENOCIDE

Le jour même du coup d'Etat, le 8 août, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala a exigé du régime nouvellement en place "la sanction des officiers et de tous les fonctionnaires directement ou indirectement responsables des assassinats collectifs ou individuels commis dans les régions rurales ou urbaines du pays".

#### INQUIETUDE DES MILIEUX POLITIQUES

Les secteurs privés et politiques ont fait savoir le 9 août qu'ils n'avaient en aucune manière participé au coup d'Etat et que ce mouvement était strictement militaire. Ils ont ajouté que, en dépit des promesses du général Mejia Victores de maintenir les dates fixées par Rios Montt pour élire l'Assemblée Constituante, ils restaient dans l'expectative.

#### LE CACIF APPUIE MEJIA VICTORES

Le Comité de Coordination des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF), qui regroupe les secteurs économiques les plus influents du pays, a offert au général Mejia Victores le 10 août "son entière collaboration à la solution des problèmes nationaux". L'entrepreneur Ronald Dent, président du CACIF, a exprimé "sa satisfaction d'apprendre que des modifications seront introduites à la réforme fiscale".



## LE NOUVEAU REGIME ET L'EGLISE CATHOLIQUE

La nouvelle de l'éloignement de la secte fondamentaliste "L'Eglise du Verbe" des sphères du pouvoir a été reçue avec satisfaction par la hiérarchie catholique.

Les milieux journalistiques ont interprété le fait comme un appui de la hiérarchie ecclésiastique au nouveau chef du gouvernement. Néanmoins, les déclarations de l'évêque Ramiro Pellecer Samoya, vicaire capitulaire de l'archevêché du Guatemala, au journal "Excelsior" le 12 août, reflètent une position critique:

"Le gouvernement, auquel participent l'oligarchie et l'Armée voit en l'Eglise un danger parce qu'elle défend le droits de l'homme à être traité en être humain, à recevoir un salaire décent qui lui permette de satisfaire ses besoins minimaux".

"Les Quichés ne sont pas communistes, pas plus que ne le sont les nègres qui ont défendu leurs droits civiques aux Etats-Unis, ils luttent parce qu'ils ont faim".

L'évêque a dénoncé l'assassinat "entre 1978 et 1983 de 12 prêtres, de plus de 300 catéchistes, et d'innombrables évangélistes - innombrables au sens propre du terme : que l'on ne peut compter -".

L'évêque a exigé la libération de 15 mille personnes au moins emprisonnées dans les camps de concentration, appelés par euphémisme "villages modèles" ou "centres de réadaptation" par le gouvernement.

En juin dernier le général Mejia Victores, alors ministre de la Défense, avait accusé l'Eglise Catholique de "collaborer avec la subversion" après avoir pris connaissance du texte de la conférence épiscopale "Confortés dans la foi". Dans ce document, l'Eglise Catholique critique divers aspects de la gestion gouvernementale de Rios Montt, comme la militarisation progressive du pays, les patrouilles d'autodéfense civile, les tribunaux spéciaux, le sectarisme des fondamentalistes et la poursuite des massacres.

## LES PARTISANS DE LUCAS GARCIA APPUIENT LE NOUVEAU REGIME

"... Je crois que ce mouvement militaire rétablit le sens de la hiérarchie militaire qui manquait tant à l'Armée, le général Mejia Victores est un homme pondéré et capable, il n'a pas de passions politiques", a assuré le général Angel Anibal Guevara Rodriguez, ministre de la Défense du régime de Lucas Garcia, candidat élu à la présidence en mars 1982 (élections dénoncées comme frauduleuses par les putschistes du 23 mars de la même année).

Ces déclarations coïncident avec des rumeurs circulant dans les milieux politiques, selon lesquelles Benedito Lucas Garcia, frère du président Lucas et chef de l'état-major de l'Armée en 1981-1982, serait promu à des fonctions militaires importantes.

Benedito Lucas Garcia est considéré comme l'un des stratèges, en matière de contre-insurrection, de l'Armée. C'est sous sa direction que le génocide a commencé et que la technique de la terre brûlée a été inaugurée, de même que les patrouilles civiles et les villages modèles. Ces mesures ont été reprises par le régime de Rios Montt, sous la direction de Mejia Victores, suivant les dénonciations des organisations humanitaires et politiques guatémaltèques.



#### SUPPRESSION DES TRIBUNAUX SPECIAUX ?

Le général Mejia Victores a manifesté l'intention (le 8 août) de supprimer les tribunaux spéciaux et déclaré que : "il reviendra à la Cour Suprême de Justice de proposer les changements indispensables pour garantir les droits de la défense auxquels tout citoyen doit aspirer".

Le 10 août, le chef de l'Etat a déclaré que : "Tant que la Cour n'a pas terminé ses recherches, les tribunaux spéciaux continueront à fonctionner, car on ne peut les supprimer pour l'instant".

Le 13, le général Mejia a signé le décret 93-83, ordonnant la suppression des tribunaux spéciaux à partir du 1er septembre, date à laquelle tous les procès en cours doivent avoir été conclus.

Les parents et proches des centaines de portés disparus et des 500 personnes assignées à comparaître devant ces tribunaux, se sont plaints du refus opposé à leurs démarches pour rencontrer les personnes concernées par le gouvernement précédent.

Le Comité des parents des détenus et disparus du Guatemala a exigé la libération immédiate des personnes consignées illégalement par les tribunaux spéciaux, ou leur assignation devant les tribunaux ordinaires, sans que l'on ait pour l'instant répondu à leur requête.

#### UNE NOUVELLE AMNISTIE

Le 12 août, le régime a décrété une nouvelle amnistie, la troisième depuis le coup d'Etat de mars 1982. "Cette amnistie pourra bénéficier aux guérilleros et à leurs collaborateurs", a annoncé le secrétaire général du gouvernement, le colonel Manuel de Jesus Giron Tanchez. Néanmoins, selon des observateurs, la mesure aurait pour but de réhabiliter les membres des forces de sécurité compromises par des irrégularités.

Ce serait le cas du colonel Francisco Luis Gordillo et d'autres officiers opposés au régime de Rios Montt et persécutés par celui-ci.

Cette amnistie, selon Giron Tanchez, bénéficiera aux personnes inculpées par les tribunaux ordinaires pour des délits politiques et de droit commun, notamment à certains fonctionnaires du régime de Lucas Garcia actuellement à l'étranger, par exemple l'ex-ministre de l'Intérieur, Donaldo Alvarez ou l'ex-ministre de l'Agriculture Bobadilla Palomo, réfugié à l'ambassade du Brésil depuis 17 mois.

Néanmoins, cette amnistie ne sera pas appliquée aux personnes condamnées ou poursuivies par les tribunaux spéciaux.

#### RIEN N'A CHANGE POUR LES DROITS DE L'HOMME

Le 11 août, le Comité Chrétien de Verapaz a dénoncé l'emprisonnement de plus de 600 personnes par l'Armée (en majorité des paysans) au cours de cette dernière semaine. Les troupes gouvernementales ont poursuivi les paysans (des femmes et des enfants pour la plupart), dans les montagnes des départements de Alta Verapaz et Izabal.

Par ailleurs, on a signalé la découverte de 30 cadavres dans le fleuve Polochic, au Nord du pays.



## L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE ACCUSE

Le 10 août, le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il réfutait "énergiquement" les accusations formulées par le chef d'Etat du Guatemala contre M. Cajal y Lopez, ambassadeur dans le pays en 1980.

Le général Mejia Victores, lors de sa première conférence de presse en tant que chef d'Etat, a accusé Cajal y Lopez d'avoir collaboré avec les insurgés, lorsque, en janvier 1980, les forces de sécurité guatémaltèques avaient attaqué et incendié l'ambassade, causant la mort de 39 personnes. Parmi les victimes se trouvait le consul espagnol.

Alors qu'on lui demandait si son gouvernement présenterait des excuses et offrirait les dédommagements réclamés par le gouvernement espagnol, Mejia Victores a répondu "Nous le ferons dans la mesure où l'Espagne présentera des excuses et offrira des dédommagements pour la collaboration de son ambassadeur avec la subversion".

Le 12 juin, le colonel Pablo Nuila Hub, nommé récemment secrétaire des relations publiques de la présidence, a répondu à la déclaration de la chancellerie espagnole : "Puisqu'il s'agit de nations, le plus correct est de s'asseoir autour d'une table de négociations... Ils doivent reconnaître leurs erreurs, c'est-à-dire que le dialogue ne doit pas se faire en sens unique".

## L'URNG SE PRONONCE SUR LA GRAVITE DE LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), "devant la gravité de la situation en Amérique Centrale" a émis un communiqué, diffusé à Mexico, dans lequel elle affirme que :

"l'administration actuelle des Etats-Unis a assombri le ciel d'Amérique Centrale en brandissant le spectre de la guerre et de l'intervention directe".

L'URNG dénonce le fait que :

"La dictature militaire qui gouverne le Guatemala, dirigée maintenant par Mejia Victores, a accepté de se convertir en instrument docile de l'administration nord-américaine aux dépens des intérêts et des luttes des peuples centraméricains".

Le communiqué ajoute que le peuple guatémaltèque :

"fera face à cette nouvelle escalade dans l'agression en intensifiant la lutte contre le régime, le haut commandement militaire et les forces répressives",

et qu'il "arrachera les armes de leurs mains génocides".

L'Unité Révolutionnaire affirme de la sorte sa détermination à continuer la lutte,

"pour maintenir l'Armée sur les lieux de nos opérations et empêcher qu'elle ne se mobilise contre nos populations"

L'URNG est composée de quatre organisations politico-militaires : l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP), les Forces Armées Rebelles (FAR), l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), et le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT).